

 <b>GOUVERNEMENT</b> <i>Liberté</i> <i>Égalité</i> <i>Fraternité</i>	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p>
	<p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

***En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale***

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
<a href="#">Commune de JOURNANS</a>
SIRET/SIREN
<a href="#">210 101 978 00018</a>
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
<a href="#">79 rue du Moulin 01250 JOURNANS</a> <a href="#">04 74 51 64 45</a> <a href="mailto:contact@mairiejournans.fr">contact@mairiejournans.fr</a>
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
<a href="#">Monsieur le Maire, André TONNELIER</a>
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
<a href="#">Manon JOLIVET, cheffe de projet en urbanisme, cabinet BERTHET-LIOGIER-CAULFUTY</a>

Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
41 boulevard Voltaire, 01000 BOURG-EN-BRESSE 04 74 21 99 80 manon.jolivet@blc-ge.com
<b>2. Identification du PLU</b>
<b>2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))</b>
PLU
<b>2.2 Intitulé du document</b>
PLU de Journans
<b>2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document</b>
PLU approuvé le : 27.12.2005 Modification simplifiée n°1 approuvée le : 23.05.2011 Modification n°1 approuvée le : 25.10.2012 Modification simplifiée n°2 approuvée le : 19.05.2014 Modification simplifiée n°3 approuvée le : 21.12.2015 Modification simplifiée n°4 approuvée le : 30.09.2021  <a href="https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=5.334871&amp;lat=46.14687700000002&amp;zoom=13&amp;mlon=5.334871&amp;mlat=46.146877">https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=5.334871&amp;lat=46.14687700000002&amp;zoom=13&amp;mlon=5.334871&amp;mlat=46.146877</a>
<b>2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU</b>
Commune de Journans
<b>2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)</b>
La modification n°2 porte sur l'ensemble du territoire, puisqu'elle vise notamment à adapter l'ensemble du règlement, et à identifier des éléments du patrimoine naturel et architectural sur l'ensemble du territoire communal. En outre, deux secteurs sont visés par une OAP, créée dans le cadre de la procédure, et la zone 1Aub est reclassée en zone UB.

<b>3. Contexte de la planification</b>
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020 (en cours de modification).



Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT Bourg Bresse Revermont exécutoire depuis le 07/03/2017, en cours de modification (prescrite par délibération du 19/07/2021) et de révision générale (actée le 12/12/2022).
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
<p>La commune de JOURNANS est notamment concernée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme Local de l'Habitat (PLH) de Grand Bourg Agglomération</li> <li>- Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de Grand Bourg Agglomération</li> <li>- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée</li> <li>- Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) Rhône-Méditerranée</li> </ul>

### 3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

#### 4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

##### 4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification n°2 (L.153-36 à 44 du Code de l'Urbanisme).

##### 4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

380 habitants en 2021.

##### 4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	244,7 ha (d'après surfaces des zones du PLU sur SIG)			
Superficie par zones	Actuellement (d'après surfaces des zones du PLU sur SIG)		Après évolution (d'après surfaces des zones du PLU sur SIG)	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	17,7 ha	7,2%	18,3 ha	7,5%
zones 1 AU	2,3 ha	1,0%	1,7 ha	0,7%
zones 2 AU	-	-	-	-
zones A	89,6 ha	36,6%	89,6 ha	36,6%
zones N	135,1 ha	55,2%	135,1 ha	55,2%
Total	244,7 ha		244,7 ha	

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le PLU étant ancien, le PADD ne donne pas d'objectif chiffré en la matière.

##### 4.3 Caractéristiques de la procédure

##### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

Cette modification a pour objectifs :

- d'adapter l'ensemble du règlement (prise en compte des usages actuels, mises à jour, clarifications, simplifications, mise en cohérence et harmonisation de certaines règles...) ;
- de reclasser la zone 1AUb en zone UB (modification du zonage et du règlement) ;
- de créer deux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur des parcelles situées en zone UA et UB, afin d'encadrer la constructibilité en cas de vente ;
- de compléter le patrimoine protégé (bâti et naturel) en identifiant davantage d'éléments (zonage) et en complétant le règlement par des dispositions spécifiques.



4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Oui et non : elle conduit notamment à créer 2 OAP sur des secteurs en zone U, en appliquant une densité compatible avec celle du SCoT. L'absence d'OAP à ce jour, pourrait conduire à une urbanisation moins dense ou plus dense.
4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies

<p>- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et les superficies</p>
<p>- de créer de nouvelles protections environnementales</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les protections et leurs superficies</p>
<p><b>Nombreux éléments identifiés au titre des articles L.151-19 ou 23 du code de l'urbanisme dans le cadre de la procédure, et règles définies pour assurer leur protection.</b></p>
<p>- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les protections et leurs superficies</p>
<p><b>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</b></p>
<p>- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet</p>
<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité</p>
<p><b>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)</b></p>
<p>- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet</p>
<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité</p>



**4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur**

- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la **rubrique 3.1**, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

**4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales**

☐ Oui

☐ Non

**Si oui, préciser les effets**

**5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure****5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :**

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Journans est partiellement concernée par le site Natura 2000 « Revermont et gorges de l'Ain » (ZSC).
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Journans se situe à plus de 5,5 km de la Réserve Naturelle Nationale – RNN – de la Grotte d'Hautecourt.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	A noter que le porter à connaissance de l'Etat du 07/11/2011, identifie le lit majeur inondable de la Reyssouze à Journans, mais aucun aléa pour la crue de référence. Le lit

			majeur inondable impacte une petite partie de la zone UB bordant le cours d'eau, dont 3 bâtis, parmi lesquels le moulin (ancien moulin).
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Mais la commune compte un site BASIAS au Sud, en zone UB : José Chavanel - Tôlerie avec peinture automobile et carrosserie.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Plusieurs zones humides sur la commune – données fournies par le Syndicat du Bassin Versant de la Reyssouze et ses affluents (SBVR) ; les données ne sont pas opposables, car elles n'ont pas fait l'objet d'une vérification sur le terrain, mais constituent des éléments de connaissance importants.</p> <p>Elles sont elles-mêmes issues de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- inventaire départemental</li> <li>- IGN BD Topo Cours d'eau</li> <li>- FRAPNA</li> <li>- observation.</li> </ul> <p>Elles concernent la Reyssouze et ses abords, le ruisseau de Chalix et 2 prairies humides à ses abords, et des zones humides ponctuelles.</p>



Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>L'ancien SRCE de la région Rhône-Alpes a été intégré au SRADDET, dont l'annexe « biodiversité » identifie principalement à Journans, en-dehors des espaces urbanisés :</p> <p><i>Au sein de la trame verte</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des réservoirs de biodiversité (ZSC)</li> </ul> <p><i>Au sein de la trame bleue</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les zones humides (inventaire départemental)</li> </ul> <p><i>Au sein des espaces perméables relais</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la Reyssouze et le ruisseau de Chalix et espaces perméables aquatiques liés</li> <li>- des espaces perméables terrestres sur le reste du territoire.</li> </ul> <p>Au sein de la trame agri-environnementale fonctionnelle définie par le SCoT, le territoire communal de Journans comporte, en-dehors de ses espaces urbanisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des espaces de classes 1A correspondant aux réservoirs de biodiversité (ici la ZSC, le ruisseau de Chalix et ses zones humides) ;</li> <li>- des espaces de classe 1B, espaces naturels d'intérêt écologique, en extension des réservoirs de biodiversité, qui assurent leur dynamique écologique, pour le déplacement de la faune.</li> </ul> <p>Le SBVR identifie aussi des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques sur les mêmes espaces.</p>
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Journans est concernée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la ZNIEFF 1 « Pelouses sèches du mont de Rignat », dont le périmètre se superpose à la ZSC (il est un peu plus grand)</li> <li>- la ZNIEFF 2 « Revermont et gorges de l'Ain » qui concerne une grande partie du territoire.</li> </ul>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>La commune se situe à plus de 6,5 km des secteurs concernés par un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope – APPB – concernant les oiseaux rupestres.</p>

- un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code			
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLU en vigueur totalise une surface de près de 77 ha en EBC.
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les zonages N et Ns du PLU en vigueur, ont été délimités pour protéger la qualité des paysages et leur intérêt écologique. La ZSC est classée en Ns.  En outre, le PLU identifie des « haies et alignements d'arbres à conserver », le long de la Reyssouze et du ruisseau de Chalix (ripisylves). Toutefois, le règlement du PLU ne semble pas les rattacher au code de l'urbanisme ou les protéger réellement.
<b>5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	A noter que le porter à connaissance de l'Etat du 07/11/2011, identifie le lit majeur inondable de la Reyssouze à Journans, mais aucun aléa pour la crue de référence. Le lit majeur inondable impacte une petite partie de la zone UB bordant le cours d'eau, dont 3 bâtis, parmi lesquels le moulin (ancien moulin).
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Mais la commune compte un site BASIAS au Sud, en zone UB : José Chavanel - Tôlerie avec peinture automobile et carrosserie.



stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<a href="#">Voir « Autre protection » en rubrique 5.1 et 5.3.</a>

**5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :**

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<a href="#">Journans est partiellement concernée par le site Natura 2000 « Revermont et gorges de l'Ain » (ZSC). Toutefois, le site est classé en zone Ns au sein du PLU, qui interdit toute construction. La modification du PLU maintien cette inconstructibilité.</a>
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<a href="#">Journans se situe à plus de 5,5 km de la Réserve Naturelle Nationale – RNN – de la Grotte d'Hautecourt.</a>
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<a href="#">Plusieurs zones humides sur la commune – données fournies par le Syndicat du Bassin Versant de la Reyssouze et ses affluents (SBVR) ; les données ne sont pas opposables, car elles n'ont pas fait l'objet d'une vérification sur le terrain, mais</a>

		<p>constituent des éléments de connaissance importants.</p> <p>Elles sont elles-mêmes issues de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- inventaire départemental</li> <li>- IGN BD Topo Cours d'eau</li> <li>- FRAPNA</li> <li>- observation.</li> </ul> <p>Elles concernent la Reyssouze et ses abords, le ruisseau de Chalix et 2 prairies humides à ses abords, et des zones humides ponctuelles.</p> <p>Si ces données ne sont pas opposables, elles sont utilisées pour l'identification et la protection des ZH dans le cadre de la modification 2 (L.151-23 du CU).</p>
<p>D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/></p>	<p><input type="checkbox"/></p> <p>L'ancien SRCE de la région Rhône-Alpes a été intégré au SRADDET, dont l'annexe « biodiversité » identifie principalement à Journans, en-dehors des espaces urbanisés :</p> <p><i>Au sein de la trame verte</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des réservoirs de biodiversité (ZSC)</li> </ul> <p><i>Au sein de la trame bleue</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les zones humides (inventaire départemental)</li> </ul> <p><i>Au sein des espaces perméables relais</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la Reyssouze et le ruisseau de Chalix et espaces perméables aquatiques liés</li> <li>- des espaces perméables terrestres sur le reste du territoire.</li> </ul> <p>Au sein de la trame agri-environnementale fonctionnelle définie par le SCoT, le territoire communal de Journans comporte, en-dehors de ses espaces urbanisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des espaces de classes 1A correspondant aux réservoirs de biodiversité (ici la ZSC, le ruisseau de Chalix et ses zones humides) ;</li> <li>- des espaces de classe 1B, espaces naturels d'intérêt écologique, en extension des réservoirs de biodiversité, qui assurent leur dynamique écologique, pour le déplacement de la faune.</li> </ul> <p>Le SBVR identifie aussi des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques sur les mêmes espaces.</p>



			<p>La modification 2 du PLU n'a pas d'impact sur ces espaces :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- maintien de l'inconstructibilité en zone Ns, où prend place la ZSC</li> <li>- identification et protection des ZH (dont cours d'eau) au titre du L.151-23 du CU</li> <li>- pas de hausse de la constructibilité significative sur l'ensemble des zones, dont en-dehors des espaces urbanisés.</li> </ul>
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Journans est concernée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la ZNIEFF 1 « Pelouses sèches du mont de Rignat », dont le périmètre se superpose à la ZSC (il est un peu plus grand)</li> <li>- la ZNIEFF 2 « Revermont et gorges de l'Ain » qui concerne une grande partie du territoire.</li> </ul> <p>La modification 2 du PLU n'a pas d'impact sur ces espaces :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- maintien de l'inconstructibilité en zone Ns, où prend place la ZNIEFF 1</li> <li>- pas de hausse de la constructibilité significative sur l'ensemble des zones, toutes concernées par la ZNIEFF 2.</li> </ul>
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>La commune se situe à plus de 6,5 km des secteurs concernés par un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope – APPB – concernant les oiseaux rupestres.</p>
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLU en vigueur totalise une surface de près de 77 ha en EBC.</p> <p>La modification 2 n'impacte pas ces EBC.</p>
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Le PLU identifie des « haies et alignements d'arbres à conserver », le long de la</p>

l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme			Reyssouze et du ruisseau de Chalix (ripisylves). Toutefois, le règlement du PLU en vigueur ne semble pas les rattacher au code de l'urbanisme ou les protéger réellement. La modification n°2 vient assurer une réelle protection de ces éléments, et de nombreux autres, identifiés dans le cadre de cette procédure.
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les zonages N et Ns du PLU en vigueur, ont été délimités pour protéger la qualité des paysages et leur intérêt écologique. La ZSC et ZNIEFF 1 sont classées en Ns.</p> <p>Le territoire communal est concerné par un aléa nul à moyen au phénomène de retrait gonflement des sols argileux.</p> <p>Le territoire communal présente un aléa sismique modéré.</p> <p>Enfin, un enjeu concerne l'assainissement, la station d'épuration de Certines – dont dépend notamment Journans – ayant fait l'objet d'un déclassement concernant la conformité de la collecte.</p> <p><u><a href="#">Voir annexe 3 (auto-évaluation).</a></u></p>

**5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?**

☒ Oui

☐ Non

Si oui, précisez :

Certaines zones de nuisances / risques concernent des zones constructibles :

- zones inondables (li majeur mais pas d'aléa) concernant une petite partie de la zone UB
- site BASIAS en UB
- une grande partie du bourg urbanisable en aléa moyen aux argiles.

Néanmoins la modification n°2 n'augmente pas la constructibilité de façon significative dans ces zones.

[Voir annexe 3 \(auto-évaluation\).](#)

## 6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

*Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).*



7. Autres procédures consultatives	
<b>7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées</b>	
<p>Le projet de modification sera transmis aux PPA parallèlement à la sollicitation de la MRAE sur la présente demande.</p> <p>Pour la bonne information des PPA, puis du public, l'additif au rapport de présentation inclut une partie (4) sur les enjeux et incidences du projet de modification sur l'environnement, issue de la présente demande d'examen au cas par cas.</p>	
<b>7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)</b>	
<b>7.3 Procédure de participation du public envisagée</b>	
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Si oui, préciser lesquelles	
- autre, préciser les modalités	

8. Annexes		
<b>8.1 Annexes obligatoires</b>		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés) <a href="#">Voir annexe 1</a>	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ). <a href="#">Voir annexe 2</a>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> ) <a href="#">Voir annexe 3</a>	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
<b>8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant</b>		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		

**9. Engagement et signature**

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Journans	le,	17/01/2025
Nom	TONNELIER	Prénom	André
Qualité	Maire		

Signature



Le Maire,  
  
 André TONNELIER